

Aujourd'hui, la Direction départementale des finances publiques (DDFiP) se réunit en comité technique local pour évoquer les horaires d'ouverture des différents sites creusois. Une réduction d'horaires est prévue, une décision que contestent fortement les syndicats et notamment la CGT finances publiques.

Réduction d'horaires des sites, grosses inquiétudes



En janvier, les syndicats s'étaient mobilisés contre les suppressions de postes.

En janvier, les organisations syndicales creusois des finances publiques s'étaient réunies devant la Direction départementale (DDFiP) pour dénoncer les suppressions d'emploi et ils s'étaient déjà émus des réductions d'horaires annoncées. La CGT confirme dans un communiqué les craintes déjà exprimées. Cette décision émane de la direction générale qui a décidé de réduire les horaires d'ouverture de l'accueil physique des structures locales de son réseau accueillant du public et ce à partir du 1^{er} janvier 2015. Selon elle, «*c'est une évolution nécessaire correspondant aux nouvelles attentes et besoin des usagers*», reprend le syndicat. Des départements l'ont déjà mis en place, d'autres l'expérimentent sur certains secteurs. «*On constate dans ces départements que les gens qui ne peuvent pas venir reviennent le lendemain cela*

met à mal les conditions de travail et la qualité de la réception», note Philippe Madec, co-secrétaire départemental de la CGT Finances publiques 23. En Creuse, cette décision pourrait être mise en place au 1^{er} juillet et ce sur tous les sites. Guéret et Aubusson devraient fermer les mardis et vendredis après-midi et tous les autres sites seraient fermés tous les après-midi. «*C'est un vrai risque pour les conditions de travail*», s'inquiète le syndicaliste qui craint aussi dans un avenir proche des fermetures de trésoreries notamment avec le redécoupage cantonal. «*Ça fait un moment qu'on le dénonce*», rappelle Philippe Madec qui précise qu'à la quasi-unanimité les agents du service des impôts particuliers de Guéret veulent le maintien des horaires actuels. Il ajoute que la fréquentation des guichets augmente d'année en année avec la crise et les terminaux de carte

bancaire.

C'est tous ces points que la CGT finances publiques va défendre aujourd'hui en comité technique local. «*On veut des moyens humains pour remplir correctement nos missions*», précise le représentant du syndicat. La CGT comme certainement les autres organisations votera contre cette proposition de la Direction départementale des finances publiques. Un nouveau comité technique local devrait donc être convoqué. Pour la DDFiP, «*il s'agit d'un dispositif national qui vise à adapter les temps d'ouverture à l'offre de service*». «*C'est un projet, assure-t-elle. Il sera soumis à la concertation*».

La CGT, elle, a pris les devants. Elle a écrit un courrier aux élus dans lequel elle les invite «*à protester auprès du directeur départemental afin que cette mesure ne soit pas mise en application*».